

21
mars
2018

Arrêté relatif à la coordination et la mise en œuvre de la stratégie de politique foncière et immobilière cantonale

État au
27 mai 2025

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi d'organisation du Conseil d'État et de l'administration cantonale (LCE), du 22 mars 1983¹⁾ ;

vu le règlement d'organisation du Département des finances et de la santé (RO-DFS), du 13 novembre 2013²⁾ ;

sur la proposition du conseiller d'État, chef du Département des finances et de la santé,

arrête :

Objet

Article premier ¹Le présent arrêté règle la mise en œuvre et la coordination de la stratégie de politique foncière et immobilière cantonale décidée par le Conseil d'État.

²Il institue à cet effet une commission interdépartementale (ci-après : la commission) pour les questions stratégiques et une cellule de coordination (ci-après : la cellule foncière) pour les questions opérationnelles.

Compétence de la
commission

Art. 2 Sous réserve des compétences du Conseil d'État ou du Grand Conseil, la commission est compétente pour :

- a) se prononcer, avant transmission au Conseil d'État, sur la stratégie mentionnée à l'article 5, alinéa 1, lettre a du présent arrêté élaborée par la cellule foncière ;
- b) traiter des questions de principe de la politique foncière et immobilière de l'État (lignes directrices, principes de mise en œuvre, modèles de bonnes pratiques, etc.) ;
- c) valider les directives émises par la cellule foncière ;
- d) préavisier au besoin à l'attention du Conseil d'État les démarches foncières concrètes qui requièrent une coordination interdépartementale.

Composition de la
commission

Art. 3³⁾ ¹La commission interdépartementale est composée :

- a) du chef ou de la cheffe du Département de la santé, de la jeunesse et des sports ;

FO 2018 N° 19

¹⁾ RSN 152.100

²⁾ RSN 152.100.04

³⁾ La désignation du département a été adaptée en application de l'article 12 de l'A fixant les attributions et l'organisation des départements et de la chancellerie d'État, du 26 juillet 2013 (FO 2013 N° 31) et de l'A portant modification de l'A fixant les attributions et l'organisation des départements et de la chancellerie d'État, du 27 mai 2025 (FO 2025 N° 23), avec effet immédiat.

- b) du chef ou de la cheffe du Département du développement territorial et de l'environnement ;
- c) des chef-fe-s des services gestionnaires et support membres de la cellule foncière ;
- d) du ou de la responsable de la coordination de la cellule foncière.

²Elle est présidée par le chef ou la cheffe du département auquel est rattaché-e le-la responsable de la coordination de la cellule foncière.

Fonctionnement
de la commission

Art. 4 ¹La commission se réunit en principe deux fois par année.

²Un ordre du jour est transmis aux membres de la commission interdépartementale sept jours au plus tard avant la séance.

³Le procès-verbal rédigé par le ou la responsable de la coordination résume les décisions prises et est transmis à tous les membres.

Compétences de
la cellule

Art. 5 ¹La cellule foncière assume les tâches suivantes :

- a) elle élabore et propose au Conseil d'État une stratégie cantonale globale et cohérente pour satisfaire aux besoins fonciers et immobiliers cantonaux ;
- b) elle assure une gestion coordonnée et efficiente des biens-fonds appartenant à l'État notamment au moyen d'un inventaire commun ;
- c) elle met ses compétences à disposition des services cantonaux dont les objectifs de politique sectorielle requièrent des biens-fonds ;
- d) elle préavise les projets d'acquisition, de vente, d'échange, d'octroi de droits réels restreints des biens-fonds de l'État ou de ceux l'intéressant et en définit les processus ;
- e) elle favorise l'échange d'expériences entre ses membres, recense les meilleures pratiques et veille à leur diffusion ;
- f) elle tient les statistiques de tous les mouvements des biens-fonds et des bâtiments intéressant l'État.

²Elle définit notamment les modalités précises des tâches mentionnées à l'alinéa précédent, en particulier celles relevant de sa coordination et celles laissées à la seule responsabilité des services.

³Elle soumet à validation de la commission interdépartementale lesdites modalités.

Composition de la
cellule

Art. 6 ¹La cellule foncière est constituée du ou de la responsable de sa coordination et des collaborateurs des services gestionnaires et des services support.

²Sont considérés comme services gestionnaires :

- a) le service de l'agriculture ;
- b) le service des bâtiments ;
- c) le service de l'économie ;
- d) le service de la faune, des forêts et de la nature ;
- e) le service des ponts et chaussées ;
- f) le service de la sécurité civile et militaire ;
- g) le/la responsable de la coordination de la cellule foncière.

³Sont intégrés à la cellule foncière en raison de leurs compétences et de leurs missions utiles à la stratégie foncière et immobilière cantonale les services support suivants :

- a) le service de l'aménagement du territoire ;
- b) le service financier ;
- c) le service de la géomatique et du registre foncier ;
- d) le service juridique ;
- e) le service informatique de l'entité neuchâteloise.

⁴Chaque service désigne son ou ses collaborateur-s participant aux travaux de la cellule.

Fonctionnement
de la cellule

Art. 7 ¹Le ou la responsable de la coordination de la cellule foncière organise et coordonne les travaux de celle-ci.

²La cellule foncière se réunit aussi souvent que nécessaire, et peut aussi communiquer et arrêter ses positions par voie de circulation.

³Elle transmet au département concerné ses prises de position sous la forme de synthèses de préavis, de directives, d'aides à la décision ou de documents prospectifs.

Entrée en vigueur

Art. 8 ¹Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2018.

²Il sera inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.